

**Samedi 30 mars : Ensemble pour réussir cette journée d'action**

**Bayonne** - 14h30 Place  
Jacques Portes  
**Bordeaux** - 14h Place  
de la République  
**Pau** - 11h Place Georges  
Clemenceau  
**Périgueux** - 10h lieu  
Place de l'ancien Hôtel  
de Ville



**Les services publics et la fonction publique sont notre richesse !  
Protégeons-les !**



Le projet de loi dit de transformation de la fonction publique vient d'être présenté au Conseil des Ministres. Le gouvernement souhaite le faire valider par le Parlement avant l'été.

Non, ce projet de loi ne concerne pas uniquement la gestion des agent-e-s de la fonction publique.

Au contraire, il vous concerne toutes et tous, en tant qu'utilisateur.

Il s'agit de pierres permettant de modifier en profondeur la fonction publique et de fragiliser les services publics.

Ce sont des attaques sans précédent.

Ce projet de loi va faciliter, par la généralisation du recours au contrat, parfois sur des contrats de mission, les restructurations, les suppressions, externalisations ou privatisation des missions de service public.

Le Projet de loi ne répond pas aux besoins actuels exprimés par les français depuis plusieurs mois qui souhaitent une fonction publique plus proche, plus humaine sur tous les territoires.

## Dans nos établissements

Avant de rencontrer le Recteur en audience, nous avons sollicité nos S1 afin de faire le point sur les moyens. Il nous semble important de publier certaines remontées pour illustrer la situation compliquée dans un certain nombre de nos LP, SEGPA et EREA.

- Ce qui est revenu fréquemment : « Les disciplines d'enseignement général ne doivent pas être sacrifiées dans le volume horaire complémentaire » D'ailleurs, c'est en math et en Lettes Histoire que l'on retrouve certaines suppressions de postes. Colère aussi, dans deux établissements pourtant tout proches de la frontière, au sujet de l'enseignement de l'espagnol : « Entre 20 et 30 % des élèves de Bac pro ne font plus espagnol. »

- Des situations lourdes que nous avons dû soulever en audience Dasein :

- \* Un poste supprimé en CA mais 3 postes supprimés à la fin dans les arcanes administratives !!
- \* Suppression d'heures postes pour les transformer en HS, fragilisant ainsi des postes de titulaires !
- \* Non-respect des textes officiels entraînant un manque de 30 heures dans la DGH !
- \* Moyens donnés pour 14 élèves alors qu'il est prévu d'en accueillir 24....

- Et plusieurs « coup de gueule » sur la mise en place de la co-intervention, sur les moyens accordés au « chef d'œuvre » et sur les fortes inquiétudes quant aux nombreuses suppressions de postes qui s'annoncent pour la R2020 et la R2021 !

En résumé, de nombreux collègues loin d'être en état de béatitude face à la politique de « confiance » de l'EN et à la mise en place de la « réforme ». Chaque jour qui passe leur donne raison !

## MOBILISATIONS

Plusieurs collègues nous ont signalé la tenue de réunions dans l'académie pour mettre en place des plates-formes revendicatives et faire monter la mobilisation contre les « réformes » Blanquer. C'est déjà le cas dans bien d'autres académies.

Le SNUEP-FSU vous encourage à y participer pour porter la voix de l'enseignement professionnel public. C'est le moment où jamais car nous le disons avec force : l'avenir de notre EPP est particulièrement inquiétant. Et c'est une question de dignité de nous faire entendre !

## Le secrétariat du Snuép-Fsu dépose un préavis de grève

Monsieur le Ministre,

Le SNUEP-FSU dénonce la mise en œuvre à marche forcée de la réforme de la Voie Professionnelle qui va profondément dégrader les conditions d'études des élèves et les conditions de travail des personnels.

La grande majorité des personnels de lycées professionnels rejette cette réforme.

La promotion à tout crin de l'apprentissage et la volonté de le faire entrer dans nos établissements publics contre l'avis des enseignant-es sont aussi des mesures que nous dénonçons.

C'est pourquoi, le SNUEP FSU soutient les actions locales et appelle les personnels à amplifier les mobilisations pour une véritable valorisation de la formation professionnelle scolaire.

**Le SNUEP FSU dépose, par la présente, un préavis de grève courant du samedi 30 mars au samedi 13 juillet 2019** afin que les collègues soient, conformément à la réglementation en vigueur, administrativement couverts pour leurs démarches.

Ce préavis concerne les Professeurs de Lycée Professionnel, les AED, les Conseillers Principaux d'Education et les agent-es contractuel-les exerçant dans les LP, LPO, SEP, SEGPA et EREA.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.



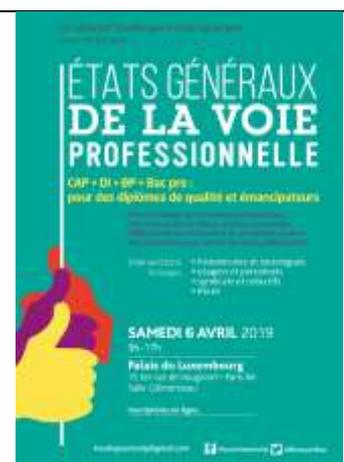
## ÉTATS GÉNÉRAUX DE LA VOIE PROFESSIONNELLE POUR UN LYCÉE PROFESSIONNEL DE QUALITÉ ET ÉMANCIPATEUR

**Le 6 avril prochain**, le collectif « Touche pas à mon lycée pro » et l'intersyndicale de la voie professionnelle (dont le SNUEP) coorganisent des états généraux de la voie professionnelle au Palais du Luxembourg.

Avec l'ensemble de la communauté éducative, chercheur·es, élu·es, élèves, parents, personnels, réfléchissons et construisons en assemblée ouverte des propositions pour l'avenir du lycée professionnel.

Renseignements et inscription :

<https://www.linscription.com/activite.php?P1=19788>



### 4 avril : Mobilisation pour obtenir l'abandon du projet de loi Blanquer

Les enseignantes et enseignants se mobilisent face à la politique éducative, rétrograde et libérale, conduite actuellement à marche forcée au mépris de leur expertise professionnelle et déjà sanctionnée par l'ensemble de la communauté éducative.

Elles et ils rejettent notamment le projet de loi « pour l'école de la confiance », un texte qui ne permettrait en rien d'améliorer la réussite de tous les élèves et bouleverserait radicalement le fonctionnement et la structure de l'école avec notamment la création de regroupements écoles-collège.

Nos organisations syndicales SNUipp-FSU, SNEP-FSU, SNES-FSU, SNUEP-FSU, FNEC-FP-FO, CGT Éduc'action et Sud Éducation dénoncent les menaces de sanctions et pressions exercées à l'encontre des personnels et défendent leur liberté d'expression. Nos organisations sont engagées dans ces mobilisations, soutiennent les actions menées localement et appellent à les développer avec tous les personnels.

Lors des manifestations organisées sur tout le territoire samedi 30 mars, les enseignantes et enseignants seront rejoints dans leur mobilisation par des parents d'élèves, des élu·es ou simplement des citoyen·nes. Nos organisations appellent à faire de cette journée un moment fort de mobilisation pour le service public d'éducation.

Elles appellent ainsi à faire du jeudi 4 avril un prochain temps fort de mobilisations (grève, rassemblements, manifestations...) pour obtenir l'abandon du projet de loi. Elles construisent également d'autres actions localement durant la période de vacances par zone.

Elles s'engagent aussi sur le terrain de la Fonction publique pour s'opposer à la réforme gouvernementale qui détruirait le statut de fonctionnaire, et promouvoir également le service public d'éducation. Elles estiment nécessaire de poursuivre et d'amplifier les mobilisations pour obtenir l'abandon du projet de loi y compris au moment de l'examen de celui-ci par le Sénat.

À cet effet, elles se reverront prochainement dans l'unité la plus large.

**Vitrine : "l'inclusion des élèves de SEGPA & ULIS fait partie des priorités"  
Réalité : des heures spécifiques/élèves à besoins particuliers noyés dans des classes surchargées, sentiment accru d'échec & d'exclusion NON au démantèlement des SEGPA & ULIS !**

## Quand l'histoire du monde ouvrier devient celle des Compagnons du Devoir : triste programme pour les bacs pros !

Bâclés en deux mois, les premiers projets de programme d'histoire-géographie de la voie professionnelle montraient déjà la volonté ministérielle de formater les futurs salarié·es, pour leur faire accepter, sans recul ni critique une certaine idée de la marche du monde, libérale et mondialisée.

Après les pseudo-consultations des organisations syndicales et des enseignant·es, la nouvelle version des programmes évolue dans un sens qui prend bien peu en compte les remarques des professionnels.

En effet, si le programme d'histoire en CAP est allégé en repères et notions, de très « politique et institutionnel » il n'est plus que « politique et institutionnel ». Droits sociaux, dont le droit de grève, comme transformations économiques et sociales disparaissent. Exit les savoirs équilibrés et émancipateurs. Rien sur un enseignement de *La place des femmes dans l'histoire* alors que l'égalité est une prétendue grande cause nationale. En réalité ces programmes sont du « bourrage de crâne » pour des jeunes qui présentent des difficultés sociales et scolaires et pour qui l'école est souvent le seul levier émancipateur.

Pour les bacs pros, le SNUEP-FSU avait dénoncé l'évolution, tant en histoire qu'en géographie, vers une approche économique et commerciale, aux dépens d'une approche sociale et environnementale. Même si les programmes pour les classes de 1<sup>re</sup> et de terminale n'ont pas été rédigés, le SNUEP-FSU avait fortement alerté sur la disparition de l'histoire du monde ouvrier, pourtant un des atouts du programme actuel.

**Face à cette contestation, le ministre a ajouté l'histoire du compagnonnage au XIX<sup>e</sup> siècle. Mais il ne dupe personne. Cette mise en perspective historique est à l'opposé d'un enseignement des luttes ouvrières et des acquis que celles-ci ont permis. En réalité, l'étude du compagnonnage sert à justifier son dispositif rejeté par la profession : le fameux chef d'œuvre !**

**La formation ouvrière sur le modèle d'un apprentissage élitiste, sélectif, est plébiscité. Les enseignant·es devront évoquer le livret ouvrier, instrument contractuel de soumission des jeunes travailleurs et travailleuses aux patrons, et outil de surveillance contre les coalitions ouvrières. Entre « cayenne » et « Devoirs », les Droits n'auront plus leur place dans ces nouveaux programmes.**

Le SNUEP-FSU dénonce ce détournement de l'histoire ouvrière et cette instrumentalisation des contenus d'enseignement aux services des idéologies libérales menées par le gouvernement.

Le SNUEP-FSU s'oppose fortement à ces programmes et continuera d'exiger des contenus d'enseignement ambitieux où l'histoire enseignée est au service de la connaissance et de l'émancipation, et non pas au service des dominants.

NOUS SOMMES TOUS CONCERNE-ES !  
Tous·tes ensemble défendons l'amélioration de la Fonction publique

**ENGAGÉ-ES CONTRE LA LOI DE  
TRANSFORMATION  
DE LA FONCTION PUBLIQUE !**

